

THÈME 2 : LA RÉGULATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

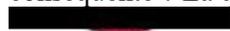
QUEL EST LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA RÉGULATION ÉCONOMIQUE ?

INTERVENTION DE L'ÉTAT ET OBJECTIFS ÉCONOMIQUES

DOSSIER ETUDIANT - FICHE RESSOURCES

Ressource 1 : Vidéo « A quoi sert l'État dans une économie de marché » ?

Si entreprises et ménages sont au cœur d'une économie de marché, pourquoi l'État y occupe-t-il toujours une place conséquente ? La question mérite d'être posée.



Source : [education.francetv](https://education.francetv.fr)

Lien : <https://education.francetv.fr/matiere/economie/premiere/video/a-quoi-sert-l-etat-dans-une-economie-de-marche>

Ressource 2 : La fonction de redistribution de l'État

Les agents économiques perçoivent des **revenus primaires** en contrepartie de leur participation à l'activité productive : des salaires (revenus du travail), des intérêts, des dividendes, des loyers (revenus de la propriété dits « revenus du patrimoine ») et des revenus mixtes (rémunération de l'entrepreneur individuel ou des indépendants).

L'État intervient en prélevant des impôts et cotisations sociales sur les revenus primaires et en versant des prestations sociales ou revenus de transfert aux agents économiques. Ces revenus de transfert peuvent être liés à une perte d'emploi, à la couverture d'un risque maladie, une pension de retraite, une hausse des dépenses liées à l'arrivée d'enfants (famille, maternité)...

❶ **La redistribution horizontale** : Elle est fondée sur la solidarité (par exemple entre actifs occupés et actifs inoccupés), et est donc financée **principalement par les cotisations sociales et des impôts comme la CSG**¹. Elle fonctionne selon une logique d'assurance : l'individu cotise (cotisations sociales) afin de se **protéger contre les risques sociaux** (maladie, vieillesse, accidents du travail, famille).

❷ **La redistribution verticale** : Elle est assurée par l'État et repose sur le principe d'assistance. Elle est fondée sur la solidarité entre les citoyens, et est donc financée par l'impôt (ou la fiscalité). Son objectif est de réduire des inégalités de revenus (ex prime à l'emploi) et d'offrir de **services publics** à tous (comme l'éducation par exemple).

Le revenu disponible brut sera calculé de la manière suivante :

$$\begin{aligned} \text{Revenu Disponible Brut} &= \\ \text{Revenu primaire} &+ \text{Prestations sociales} - \text{Prélèvements obligatoires}^* \\ \text{*Prélèvements obligatoires} &= \text{Cotisations sociales} + \text{impôts} \end{aligned}$$

¹ CSG : La Contribution Sociale Généralisée Créée en 1991 est un impôt destiné à participer au financement de la protection sociale. Il porte sur l'ensemble des revenus des personnes résidant en France (salaires, pensions de retraite, allocations chômage, revenus du patrimoine, sommes engagées ou redistribuées par les jeux..)

Ressource 3 : La définition du chômage

Pour l'Insee, qui se réfère à la définition du Bureau International du Travail (BIT), est considérée comme chômeur toute personne en âge de travailler (donc de 15 ans ou plus) qui répond aux trois critères suivants :

- elle n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence de l'enquête,

- elle est disponible pour travailler dans les deux semaines, elle a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois.
- Pôle emploi donne une définition différente puisqu'il considère comme demandeur d'emploi toute personne sans emploi effectuant activement des recherches pour en trouver un, pouvant disposer d'une activité réduite et étant inscrite en tant que demandeur d'emploi à Pôle Emploi.

Source : <http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/taux-chomage-quoi-parle-t-on.html>

Ressource 4 : Le rôle de stabilisation de l'Etat dans la vision Keynésienne



Vidéo : L'économie selon Keynes, Dr CAC, France TV
<https://education.francetv.fr/matiere/economie/premiere/video/l-economie-selon-keynes>

Dans une conception keynésienne, **le niveau de l'emploi est lié au niveau de la production**. Aussi, la réduction du coût du travail et plus précisément du salaire peut constituer un facteur de **récession**. En effet, la baisse des salaires va s'accompagner d'une baisse de la demande qui à son tour conduira à un ralentissement de la production et donc de la croissance. Pour Keynes, un niveau élevé de salaire n'est pas une source de chômage mais, au contraire, un soutien à la demande et donc à l'investissement et à l'emploi.

Source : <https://education.francetv.fr/matiere/economie/premiere/article/la-revolution-keynesienne-la-possibilite-d-un-equilibre-de-sous-emploi-durable>

Ressource 5 : Le chômage de masse génère une épargne de précaution importante

Les classes moyennes sont celles qui épargnent le plus en proportion de leur revenu pour faire face au risque de perdre son emploi, selon l'OFCE.

Malgré la baisse du nombre de sans-emploi depuis bientôt deux ans, la France reste engluée dans le chômage de masse. Et cette situation a un coût élevé. En termes humains, bien sûr, mais aussi en terme macroéconomique puisque les ménages français développent une épargne de précaution importante pour faire face au risque de perdre son emploi. Une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) chiffre à 600 euros par ménage le surplus d'épargne annuel engendré par l'incertitude sur le revenu pour l'année 2010. Cela représente 6,3 % de l'épargne, ou 1,6 % du revenu disponible brut annuel, c'est-à-dire environ 600 euros par an par ménage actif - hors retraités.

Le montant peut paraître anecdotique mais multiplié par le nombre de ménages, cela fait une somme considérable, proche de 10 milliards d'euros, qui est mise de côté chaque année. (...). Il représente entre 6 et 7 % du patrimoine total des ménages, soit 14.000 euros pour un ménage moyen actif, ce qui a tout de même un bienfait pour l'économie française : cette somme permet de financer des investissements.

Source : lesechos.fr, 25/06/2018

Ressource 6 : Vidéo « Qu'est- ce que le Produit intérieur Brut ? »



<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/croissance/>

Ressource 7 : La définition et les causes de l'inflation

L'inflation est une situation de hausse généralisée et durable des prix des biens et des services. Cette situation correspond à une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. En clair, avec la même somme d'argent, on peut acheter moins de choses qu'auparavant. En France, elle est mesurée mensuellement par l'Insee à travers l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH). Ce dernier indice (...) est utilisé par Eurostat (un organisme européen en charge de la production de statistiques européennes harmonisées) pour calculer l'inflation en zone euro et dans l'Union européenne. (...)

Il existe principalement quatre facteurs à l'origine de l'inflation :

- *L'inflation par les coûts* : Lorsque les prix des matières premières s'accroissent, cela pèse sur les coûts de production des entreprises.(...) En réaction, et pour conserver leurs marges bénéficiaires, les entreprises sont incitées à augmenter leurs prix, ce qui provoque un premier saut inflationniste. (..)
- *L'inflation par la demande* : Lorsque la demande de produits ou de services s'accroît mais que l'offre de produits et services n'arrive pas à s'adapter à ce surcroît de demande, les prix sont poussés à la hausse. (..)
- *L'inflation importée* : Lorsque le taux de change d'une monnaie se déprécie par rapport au dollar et/ou aux autres principales devises de facturation du commerce mondial (essentiellement la Livre Sterling, le Yen et l'Euro), le coût des produits importés augmente. Ce renchérissement des importations se répercute dans tous les secteurs de l'économie et touche les ménages autant que les entreprises. (...)
- *L'inflation par excès de création monétaire* : Certains économistes appelés « monétaristes » affirment que l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire. Ils considèrent en effet que l'inflation apparaît parce que le stock de monnaie circulant dans l'économie est trop important par rapport à la quantité de biens et services offerts. (...)

Source : <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/inflation>